

Mario Albertini

Tutti gli scritti

IV. 1962-1964

a cura di Nicoletta Mosconi

Società editrice il Mulino

Pour un société polycratique

Il nous semble que ce document mêle deux critères et une chose qui ne s'accordent pas entre eux: le personnalisme (voir le concept de liberté et les polémiques à son propos), le vieux socialisme et/ou fédéralisme – on ne les distinguait pas alors – de caractère utopique (les entreprises à ceux qui les font vivre, les communautés globales, les fédérations de communautés, avec comme exemple le plus frappant, Proudhon) et infin le caractère actuel de l'évolution des sociétés les plus avancées.

Nous sommes tous en train d'observer la transformation de ces sociétés. Nous nous apercevons tous qu'elles évoluent à peu près dans le sens que ce document note lui aussi, sans toutefois en saisir le caractère historique spécifique, justement parce qu'il le représente à l'aide des concepts du personnalisme et du socialisme et/ou fédéralisme utopique, remis à neuf, mais extérieurement seulement, par la nouvelle étiquette de «société polycratique».

Le socialisme et/ou fédéralisme utopique était tel parce qu'il embellissait son but, l'émancipation des travailleurs, au point de rêver de «confier l'industrie... au travailleur (intellectuel, technicien, spécialiste), en un mot à celui qui par son activité quotidienne la fait véritablement vivre» ainsi que d'obtenir la «liquidation de toute structure coercitive», et en outre parce qu'il n'indiquait pas le moyen d'atteindre ce but. Le document en question répète exactement ces erreurs, si bien que j'ai pu les mettre en évidence avec les mots mêmes qu'il emploie. Il va de soi que l'élément utopique réside dans la non reconnaissance des limites du but en question, qui constitue une direction historique effective mais seulement dans le sens qu'on s'en rapproche toujours sans jamais l'atteindre en termes absolus et tout spécialement s'il est conçu comme ci-dessus. En effet sa réalisation concrète ne peut en

aucune façon faire disparaître la contrainte. A mesure qu'on s'en rapproche la contrainte exercée par des groupes restreints diminue, mais on ne va pas pour cela vers son abolition, mais bien vers son remplacement graduel par la contrainte exercée par toute la société sur elle-même.

Ce point est indiscutable. Produire c'est organiser, organiser c'est établir des règles qui ne peuvent être violées si non aux dépens de la production, et établir des règles c'est établir des contraintes. Plus la société devient démocratique, plus le contrôle passe entre les mains de tous. Mais il reste le contrôle. Ce point est particulièrement important parce qu'il distingue l'utopie de la réalité non seulement dans le domaine économique, mais en général. La contrainte n'est pas seulement une nécessité mécanique de la production, mais le fondement même de la conduite bonne et raisonnable. L'homme ne peut être bon et raisonnable que par le libre usage de la raison et de la volonté, mais individuellement il n'est pas à même de réaliser les conditions du libre usage de la raison et de la volonté: la domination des instincts, de l'égoïsme, de la ruse, de la violence. Pour cette raison, sans le frein des institutions sociales – sans contrainte extérieure sur l'élément bestial de la nature humaine de la part de comportements consolidés – les hommes ne sortent pas de l'état sauvage ou y retombent, et de toute façon ne réussissent pas à se conduire selon la raison et la morale.

Le personnalisme, à son tour, est utopique précisément parce qu'il oublie ce fait, que l'homme ne peut être libre sans contrainte extérieure. Il revendique comme sien le concept de liberté en tant que «développement maximum de la personnalité pour chaque individu» comme si cela n'était pas la liberté chrétienne tout court, et comme si Kant, par exemple, ne l'avait pas déjà formulée rigoureusement sur le plan philosophique. De toute façon ceci n'est pas ce qui compte. Ce qui compte c'est qu'il veut fonder sur la personne – l'individu altruiste – la société politique sans comprendre que la personne se situe après, et non avant, cette forme de société. Le personnalisme n'a pas compris le libéralisme. N'ayant pas trouvé la liberté altruiste (positive) dans la conception libérale de l'organisation politique de la société, d'un côté il l'a accusé de s'être limité à la liberté égoïste (négative), et de l'autre s'est proposé d'étendre même au domaine de la politique la liberté positive, sans comprendre: a) que le libéralisme ne pouvait l'introduire dans le domaine politique pour la simple

raison qu'en ce domaine, qui est celui des rapports de pouvoir, elle n'existe pas par définition; b) que par cela même il la nie au lieu de l'affirmer, puisqu'il la soumet précisément au monde du pouvoir et de la contrainte, c'est-à-dire à son contraire.

Le libéralisme – ou mieux une certaine tradition libérale – revendique seulement des libertés *négatives, formelles*, pour l'*individu* et non la liberté *positive, substantielle*, pour la *personne*, car il s'occupe de *libertés* (au pluriel) exclusivement politico-juridiques qui regardent davantage les procédures que les contenus – non parce qu'il néglige la liberté positive, mais au contraire parce qu'il veut la garantir en empêchant que la politique n'embrace tout l'humain et en réservant à tout homme un domaine non politique indépendant du pouvoir. Et il a raison, même s'il a éludé l'autre aspect négatif du problème, celui des fondements économico-sociaux des libertés formelles. Il a raison parce que ce n'est qu'en un domaine non politique que peut fleurir l'autre liberté, la liberté intrinsèque, la liberté en tant que développement autonome de la personne, la liberté que l'on ne peut revendiquer parce qu'on ne peut la demander à personne d'autre qu'à soi-même. Cette liberté est autodétermination ou n'est pas, ce qui revient à dire qu'elle n'existe que si elle dépend d'elle-même et que, par définition, elle n'existe pas si on la fait dépendre des autres: de la société politique, du pouvoir, de l'Etat, de ce que l'on voudra.

Cette distinction aussi sépare l'utopie de la réalité. Ce n'est que dans l'utopie que l'on peut penser à une liberté à la fois *positive* et *organisée*. Pas dans la réalité. Dans la réalité organisation est synonyme de contrainte et, par suite, dans la société en tant qu'organisation, en tant que pouvoir qui contraint, le problème de la liberté ne peut se poser qu'en termes négatifs: ne pas contraindre (ne pas organiser) au delà du point où la liberté *positive* disparaîtrait, ne pas diriger ce qui, étant réservé à la liberté, ne peut être dirigé sans perdre son caractère. Ce n'est que si la société en tant qu'organisation s'arrête là où commencent les droits de l'individu (c'est-à-dire là où peut se former la personne) que la société en général, qui résulte aussi de l'apport spontané de chacun, peut exister comme une société d'hommes libres, et libre elle-même, c'est-à-dire capable de réaliser tous ses contenus.

Après avoir rappelé l'élément utopique du personnalisme et du socialisme et/ou fédéralisme utopique nous voudrions

maintenant observer que, dans le réseau des idées de ces théories, l'évolution actuelle des sociétés avancées se présente comme une évolution à l'intérieur de laquelle, *primo*, serait en train de se réaliser, même dans le domaine politique, la liberté de la personne, et où, *secundo*, l'industrie serait sur le point de passer entre les mains de tous ceux qui la font vivre – un à un, pas en groupe – et où, *tertio*, disparaîtrait toute contrainte, alors que cette évolution montre seulement que l'on progresse dans le sens de la concrète émancipation humaine, progrès qu'il s'agit de déterminer dans sa réalité effective selon des concepts appropriés.

En substance le document en question – qui reflète avec quelques particularités une façon de voir assez répandue dans de petits groupes indépendants et isolés, ou dans les milieux où l'on cherche à moderniser le socialisme – a son origine dans le fait que les modifications actuelles de la société, n'étant pas encore encadrées suffisamment par des théories correspondantes, et ne pouvant plus, d'autre part, être encadrées par le libéralisme et le marxisme dans leur forme classique, poussent bien de gens impatientes, qui ne veulent pas affronter le lent et dur travail de l'édification d'une pensée nouvelle, à employer pour les décrire des théories anciennes et par suite nécessairement inadéquates, qui effectivement se trouvent dans le personnalisme et dans le socialisme et/ou fédéralisme utopique précisément à cause de l'apparente correspondance entre ses éléments utopiques et les nouveaux aspects du processus historique. Ce qu'on appelle la *Charte fédéraliste* (que nous avons publiée récemment), qu'un groupe de membres du Mfe a fait adopter officiellement au dernier Congrès, sans comprendre qu'aucun moyen politique ne peut transformer une pensée fausse en une pensée juste, est une autre manifestation de cette paresse.

Quant aux particularités de ce document – pur ne rien dire d'un emploi trop général du concept de classe, étrange dans une vision qui relève plus du socialisme utopique que du socialisme scientifique – ce qui nous a beaucoup frappé c'est l'extraordinaire nationalisme de la partie intitulée «Perspective historique», qui se fonde sur l'évolution d'un «peuple», la «société italique» dont on pourrait dire que: «l'évolution de toute l'humanité a été une continuation de son évolution». Les nationalistes italiens les plus fanatiques admettent, en ce qui concerne la civilisation romaine, qu'il y a eu un avant: la civilisation grecque, et une série d'ensuite,

jusqu'à la révolution industrielle. D'autre part pourquoi «italique»? «Italique» ne désigne pas un peuple ou une société actifs depuis la première époque romaine jusqu'à aujourd'hui. Et en elle-même la civilisation romaine fut impériale, supranationale.

In «Le Fédéraliste», VI (1964), n. 2. Risposta e commento a un documento di alcuni federalisti veneti (che precede nella rivista).